

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Système politique intégrationniste et identité culturelle Cultural Identity and the Integrationist Political System Sistema político integracionista e identidad cultural

Robert Vachon

Number 14 (54), Fall 1985

Migrants : trajets et trajectoires

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034521ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034521ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Vachon, R. (1985). Système politique intégrationniste et identité culturelle.
International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire, (14), 177–186. <https://doi.org/10.7202/1034521ar>

Article abstract

Without blindly condemning the world system within which we live, nor systematically finding fault with every action or policy favouring cultural integration, the author seeks, in the first part of this article, to become aware (1) of the nature of the system (humanism, world norms, megamachine), (2) of the homogenizing tendencies which threaten existing cultures, and (3) of the characteristics of the modern Nation-State.

In the second part of this article, he examines: (1) what can be done in the present context to change the « integrationist » political system even though we are necessarily a part of that system, (2) some concrete measures which are part of the political strategy proposed by the Monchanin Intercultural Center of Montreal.

Système politique intégrationniste et identité culturelle

R. Vachon

Notre recherche-action sociale et communautaire dans le domaine « Migrations-cultures » ne saurait se faire *in abstracto*. Nous vivons dans une société et un système mondial profondément intégrationnistes, qui se sont érigés en absolus pour tous les peuples. La première préoccupation de cette société est l'intégration de toutes les cultures au système ainsi qu'à la culture qui l'a engendré. Elle cherche non seulement à ce que chacune soit dans le système mais qu'elles soient du système (« mainstreaming »). Elle pousse même l'insidiosité jusqu'à s'imposer, quitte ensuite à se déclarer indispensable. Non seulement les politiques d'immigration et de relations interculturelles des États-nations modernes vont-elles dans ce sens, mais aussi une grande par-

tie des revendications culturelles, même de la part des « élites » provenant des différentes cultures.

Or j'aimerais ici ouvrir une brèche dans le système, en posant la question suivante : « notre recherche-action doit-elle toujours consister à trouver des moyens pour que les cultures soient du système ? Peut-elle parfois travailler à créer un climat et des lieux où des communautés culturelles puissent vivre à l'intérieur du système (comment pourraient-elles faire autrement ?) mais sans être du système ? Est-ce réalisable ? Comment ?

Il ne s'agit pas ici de condamner en bloc le système ou toute action et même toute politique d'intégration culturelle, mais, dans une première partie, de 1) prendre conscience, un peu plus, de la

nature du système, 2) de son caractère intégrationniste incompatible avec les cultures, 3) à partir d'un exemple pris du domaine politique : l'État-nation moderne. Dans une deuxième partie, voir un peu 1) ce que l'on peut faire devant un tel état de choses : comment s'émanciper d'un système politique intégrationniste tout en étant à l'intérieur de lui, 2) en ayant soin de l'illustrer par quelques exemples, pris de la pratique du Centre Interculturel Monchanin (C.I.M.) à Montréal.

Nature du système mondial

Il faut y distinguer trois dimensions, que l'on retrouve généralement ensemble, mais qu'il ne faut surtout pas confondre : le nouvel humanisme de la civilisation moderne, la civilisation mondiale et

178 universelle, le complexe technologique : la mégamachine.

Le nouvel humanisme de la civilisation moderne

Comme toute culture, la culture moderne a son propre mythe¹ englobant. Il se présente sous des visages généreux et ouverts : la libération, la justice sociale, le progrès, le développement, la modernité, les droits de l'homme, l'égalité des chances, la démocratie, la société multiculturelle-interculturelle-transculturelle, la nouvelle civilisation, la société organisée sur des causes objectives et technoscientifiques, etc.

Elle a bien soin de se distinguer de ses égarements : v.g., la bureaucratie, la technocratie, l'injustice sociale entre riches et pauvres, le productivisme inhumain et anti-écologique, la société de consommation, le rationalisme, la matérialisme, etc.

Cette culture se présente comme un système perfectible et humanisable, mais toujours à l'intérieur de ses propres paramètres et de sa propre anthropologie.

On a beau en faire la critique et même ne pas la vouloir pour soi-même, mais on ne saurait lui refuser le droit relatif d'exister et de se faire connaître.

La civilisation normativement mondiale et universelle

Mais le système va plus loin. Il

se présente, consciemment, comme la nouvelle civilisation mondiale, universelle. Non pas seulement au sens où l'on trouve cette culture dans la plupart des pays du monde, mais au sens où l'humanité aurait évolué et serait entrée dans une nouvelle ère de civilisation et de développement : la civilisation moderne, technologique.

Non seulement toutes les cultures doivent-elles composer avec elle et s'y ajuster, mais elles doivent toutes l'embrasser, la manger, la digérer, l'assimiler, en faire au moins une dimension constitutive sinon la base même de leur vie ; en un mot, l'intégrer².

Il s'agirait d'une évolution inéluctable, au sens qu'il faut non seulement être dans le système, mais du système. De même que l'homme serait passé du stade « primitif » de cueilleur-chasseur à celui plus évolué d'agriculteur et de là au stade de la civilisation urbaine (progresant de la monarchie à la démocratie, de l'empire à l'État-nation), de même il serait en train maintenant de passer au stade de la civilisation démocratique et technologique moderne, de la civilisation interculturelle, transculturelle, globale, mondiale.

Cette civilisation serait considérée non seulement comme le contexte nouveau et universel, mais comme la norme universelle de la bonne vie pour tous les peuples. Une norme fondée sur la nature humaine universelle.

Cette civilisation est certes née en Occident, mais ce serait un accident historique, car il s'agirait, au fond, d'une évolution normale de l'être humain. À ceux qui objectent qu'il s'agit là d'occidentalisation sous le couvert de la modernisation, on répond qu'il s'agit là de valeurs humaines objectives, scientifiques, universelles, basées sur la nature humaine universelle et que l'Occident n'en est qu'une matrice et qu'une forme parmi tant d'autres

en train d'émerger. Il s'agirait du fait scientifique de la techno-évolution de l'humanité³.

Mais lorsqu'on s'enquiert, par contre, sur la nature et les valeurs universelles de cette nouvelle civilisation mondiale, on a vite fait de s'apercevoir de ses liens très intimes avec la culture occidentale. Liens qui sont plus profonds, en tout cas, avec cette dernière qu'avec les autres civilisations.

Le complexe technologique : la mégamachine

Ce qui complique la situation, c'est que ce système n'est pas seulement une idéologie, mais un fait massif qui a ses lois propres, qui échappe au contrôle de l'homme. Ce n'est plus un outil neutre dont on pourrait faire un bon ou mauvais usage ou qu'on pourrait convertir au service de l'humanité. Il s'agit d'une mégamachine, non humanisable, qu'on ne peut sauver. Un fait historique encore difficile à décrire, dont on commence à peine à prendre conscience, et qui constitue une véritable mutation dans l'histoire humaine⁴. Il ne s'agit pas ici des égarements idéologiques et éthiques de l'humanisme moderne, autant de choses qu'on peut changer, mais d'un fait historique, inéluctable pour plusieurs, dans le sens qu'ils sont obligés de composer avec lui. Il ne s'agit plus du totalitarisme d'un homme, d'une communauté ou d'une culture, mais d'un système où tout n'est pensé, défini et organisé qu'en fonction de lui-même. Tout devient mécanisé, objet de « social engineering » au point où la vie est vidée de sa substance. Il y a des individus, des objets, des unités-standards, mais il n'y a plus de personnes, ni de cultures, sauf théoriquement, nominativement. C'est un système non seulement anti-culturel, mais anti-humanité, anti-cosmos. Et on ne peut le transformer au service des cultures, de l'humanité, du cosmos.

Il s'impose à nous et on doit vivre avec.



Son caractère intégrationniste

Est-il compatible avec l'identité culturelle ?

Ce système mondial est-il compatible avec l'identité culturelle des peuples ? Si l'on fait abstraction de ses dimensions de mégamachine, de norme universelle et de ses égarements éthiques, il n'y a pas d'incompatibilité existentielle entre ses traits positifs et les traits positifs des cultures traditionnelles, même s'il y a parfois des incompatibilités logiques.

Il y a, alors, possibilité de dialogue entre cultures traditionnelles (occidentale incluse) et culture moderne. Cette dernière n'est donc pas une menace à l'identité culturelle des peuples, même si, parfois, elle peut être pour les premières une interpellation, par le simple fait de son existence.

Sous cet aspect, le système n'exige pas que les cultures soient, ou dans le système, ou du système. Le pluralisme culturel est alors possible. En effet, ce dernier ne consiste-t-il pas à accepter des systèmes de vie, de pensée et d'action qui sont radicalement différents et même parfois logiquement incompatibles ?

Toutefois, si l'on considère ce système mondial en tant que civilisation normativement mondiale ou

encore en tant que mégamachine non humanisable, l'incompatibilité entre celui-ci et les cultures traditionnelles n'est pas seulement logique, mais existentielle. Il est alors essentiellement, de par sa nature, destructeur des identités culturelles, même lorsqu'il se présente sous des dehors de respect des cultures et de leurs matrices culturelles, de lutte contre la discrimination, de droits de l'homme et d'égalité des chances, de multiculturalisme et d'interculturalisme, comme c'est souvent le cas.

Ici, pas de dialogue possible. Parler de pluralisme culturel au sein de ce système mondial n'a guère de sens.

Peut-on s'y intégrer sans se désintégrer ?

Par intégration, j'entends ici évidemment plus qu'un simple ajustement (voir plus haut p. 2 et la note 2).

L'intégration au système sans désintégration de sa propre identité culturelle est possible lorsqu'il s'agit d'intégration au nouvel humanisme (encore qu'il faille être sur ses gardes comme nous l'expliquons plus loin). Cependant, c'est impossible lorsqu'il s'agit d'intégration à la civilisation normative et à la mégamachine.

De plus, étant donné que l'humanisme moderne est généralement utilisé, en fait, comme attrait par l'idéologie mondiale et la mégamachine pour tout transformer à son image, il serait naïf de ne pas être sur ses gardes face à toute politique et action d'intégration au système, et d'apprendre à en dépister l'intégrationnisme destructeur de l'identité culturelle.

La culture n'est pas un vêtement

Les personnes qui proviennent d'une culture d'origine radicalement différente de la culture moderne ont beau être fascinées par cette société

et ne pas toutes avoir la même détermination quant au maintien de leur culture d'origine, elles courent le risque très grave, ce faisant, de se retrouver aliénées avec une identité d'emprunt. La culture n'est pas un vêtement qu'on peut échanger contre un autre. Et même lorsqu'on veut se faire une identité interculturelle qui prenne le meilleur de deux cultures, on ne saurait donner priorité à l'autre culture (dans ce cas, la culture moderne) sans s'aliéner profondément, même lorsqu'il s'agit d'éléments positifs, fort compatibles avec sa propre culture d'origine (compatibilité qui est loin d'être toujours le cas, surtout pour les cultures radicalement différentes de la culture occidentale-moderne). Je dis cela sans rejeter la possibilité d'identités interculturelles organiques et naturelles, dans certains cas.

S'il en est ainsi d'une intégration par rapport à l'humanisme occidental-moderne, combien plus avertis ne devrions-nous pas être par rapport à l'idéologie mondiale-universelle et à la mégamachine qui empruntent le visage innocent de l'humanisme moderne.

La politique d'ethnicité

C'est ici qu'il y a lieu de noter les dangers de la politique d'ethnicité. Cette politique de la part de plusieurs communautés et, surtout, d'associations ethnoculturelles, qui sont plus attirées par la culture occidentale-moderne que par leur propre identité, est utilisée pour se faire du capital dans la société occidentale-moderne, sans toutefois se soucier des effets possiblement destructeurs de leurs actions sur leur propre identité culturelle et sur celle de leurs communautés.

Et quand cette politique d'ethnicité est consciemment ou inconsciemment ordonnée au système comme norme universelle et comme mégamachine, on n'a alors qu'un autre instrument du totalitarisme.

180 Mais plus insidieux et plus dangereux, car il se déguise sous l'attrait du respect des cultures.

Je ne parle pas ici du fait que l'appareil d'État est usurpé par une ethnie dominante au détriment des autres⁵, comme on le voit au Canada, au Québec et dans la plupart des États-nations modernes. Mais de quelque chose de plus grave : les ethnies et cultures s'asservissent volontairement à l'idéologie moderne et à la mégamachine. Elles détruisent ainsi leurs propres identités culturelles au nom du développement et du respect des cultures.

Le seuil de tolérance

Il est évident que toute société culturelle, occidentale-moderne incluse, a un seuil de tolérance qu'elle ne saurait dépasser par rapport à l'acceptation de systèmes de pensée, d'action et de vie radicalement différents. Et le seuil apparaît d'autant plus bas que cette société se sent elle-même fragile quant à son avenir culturel.

Or ce ne sont pas les cultures radicalement différentes qui menacent présentement la culture occidentale-moderne dans son humanisme positif, mais l'idéologie normative moderne et la mégamachine qu'elle a engendrées, ainsi que tous ses esclaves volontaires, de quelque groupe ethnoculturel qu'ils soient⁶.

La culture occidentale moderne

a donc tout avantage à s'allier ces cultures racialement différentes (et vice-versa) pour s'émanciper du système et raffermir ses propres assises culturelles.

Néanmoins, l'idéologie et la mégamachine, se sentant menacées, ont vite fait, elles, de faire passer la menace à son engin destructeur pour une menace à la culture occidentale moderne. Elle divise ainsi pour régner, au nom du seuil de tolérance. Pourtant, elle est profondément intolérante de toute différence, sauf nominale.



Système politique moderne et identité culturelle

Quel peut bien être le sens du pluralisme culturel à l'intérieur d'un système politique qui est basé exclusivement sur une culture occidentale-moderne (et son anthropologie politique), sur la notion de souveraineté (pouvoirs pléniers), sur la conviction qu'il est la norme universelle de l'ordre social, et qui est en plus esclave et rouage plus ou moins volontaire d'une mégamachine inhumanisable qui standardise toutes les différences culturelles ?

Il ne s'agit pas ici de s'opposer, dans un élan anti-moderniste et pro-traditionaliste, au système politique occidental-moderne dans ce qu'il a de positif. On ne saurait, en effet, lui en vouloir d'être fier de son propre mythe englobant, de chercher à en découvrir la dimension universelle ou même de le rendre acces-

sible au monde entier. Mais de là à s'absolutiser, à se faire la norme obligatoire, à se confondre avec la mégamachine qu'il est devenu et à réduire la réalité sociale et politique à lui-même, il y a un abîme.

Il s'agit plutôt de prendre conscience de son caractère *de facto* totalitaire, anti-culturel et non-humanisable, mais aussi de la relativité du mythe positif qui l'a engendré, sans tomber toutefois dans le relativisme culturel. Il importe, par le fait même, de cesser de se laisser naïvement et servilement désintégrer culturellement, au nom du développement, de la démocratie, de la maîtrise de sa destinée, de l'égalité des chances, du multiculturalisme et du pluralisme culturel. En effet, il s'agit bien d'un système politique à la fois homogénéisant et déculturant, pour toutes les cultures (occidentale et moderne incluses).

État-nation : priorité du fonctionnel sur l'organique

L'institution de l'État-nation, comme elle a été créée par l'histoire européenne et répandue dans le monde entier, est toujours vue comme le modèle de l'ordre politique et même de l'ordre social.

On peut critiquer l'État-nation et dire qu'à très peu d'exceptions près, il s'agit d'une abstraction qui ne correspond pas aux sociétés naturelles, historiques, réelles, dont il est devenu la superstructure. En effet, la plupart des communautés ethno-culturelles vivent aujourd'hui dans des États-nations dont les frontières sont non historiques et non naturelles. Ce sont des créations arbitraires de l'homme. Ces États formellement « souverains », protégés par la Charte des Nations Unies de toute « interférence dans leurs affaires domestiques », font tous les efforts pour se présenter comme des nations au moyen d'un endocritérisme scolaire et public (pen-

sons seulement aux Jeux olympiques !), avec l'intention d'amalgamer des sociétés qui incluent des tribus et des cultures radicalement différentes, en vue de former une société étatique homogène. C'est une société abstraite, qui fait violence à l'ordre social pluraliste qu'est le nôtre, ordre qui se caractérise par les différences substantielles qui existent entre personnes, communautés culturelles, visions et systèmes de vie. On essaie de forcer ces différences dans un même moule standard, objectif, universel. Le résultat n'est pas un ordre vivant, mais une structure artificielle, dévitalisée et paralysante des identités culturelles qui existent et qui émergent, et qui est maintenue par la force. Ces ordres apparents sont aussi asociaux que le chaos social où la seule chose qui compte c'est de n'en faire qu'à sa tête⁷.

On doit critiquer aussi le fait que cet État-nation s'arroge des pouvoirs pléniers de souveraineté sur la base d'un ordre légal qu'il a lui-même artificiellement créé pour légitimer sa volonté arbitraire de pouvoir et de contrôle. Au nom de cette souveraineté qu'il croit légitimer par ses théories d'évolution et de rapports de force, il refuse, par exemple, aux cultures autochtones leur identité culturelle propre, celle d'être des nations sans État, sans prétention de pouvoirs pléniers, fondées sur un ordre sociopolitique dont elles ne prétendent pas être les maîtres⁸. Mais, on doit surtout prendre conscience qu'aucun gouvernement, aucune société, aucun peuple, ni l'humanité, ni Dieu, ne sauraient avoir de pouvoirs pléniers. Seule la réalité toute entière est souveraine.

Il reste cependant qu'une des grandes découvertes de la culture politique moderne a été de développer l'idée d'un ordre politique de type fonctionnel. Ce qui est positif. Mais son plus grand malheur a été de lui donner priorité sur l'or-

dre politique organique, de subordonner ce dernier au premier, de le manipuler à ses propres fins⁹, de s'en séparer et finalement, soit de s'y substituer, soit de les confondre. Avec cette conséquence qu'il ne pouvait prévoir que ce système politique fonctionnel s'est complètement détaché et est devenu une mégamachine dont le système politique moderne lui-même, dans son ensemble, n'a plus le contrôle. Il est devenu non-humanisable, non-viable. Et nous sommes pris dans son engrenage.

Les conséquences pour l'identité culturelle sont désastreuses. On peut en décrire ici quelques aspects.

Priorité de l'identité étatique sur les identités culturelles

Donnant toujours priorité à l'identité nationale de l'État (identité fonctionnelle) sur les identités culturelles naturelles, le système politique finit par banaliser ces dernières et par y substituer la citoyenneté ; par exemple, on est d'abord canadien, français, belge, etc. Non seulement en vient-il à confondre société politique avec État-nation, mais à réduire la société civile et l'ordre social lui-même à l'État-nation et à son ordre fonctionnel. Ce dernier prend une telle importance qu'il ne reconnaît comme réalité sociale et politique que celle qu'il a définie comme telle : la terre ne peut plus exister que comme territoire et propriété, l'homme ne peut plus exister que comme payeur de taxes et citoyen ; l'Indien n'est que celui qui est défini comme tel par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. On n'existe vraiment que lorsqu'on a un certificat de naissance, etc.

Les cultures politiques passent inaperçues

Les cultures politiques organiques qui souvent dépassent même les frontières de l'État-nation, passent inaperçues. On ne parle plus que de relations entre États-nations

et non plus entre communautés politiques organiques. Les nations autochtones deviennent des « minorités ethniques » de l'État-nation. Ce dernier n'accepte pas de sociétés organisées partielles en son sein. Il doit y avoir une société uniforme, tous égaux devant la loi, dans la sujétion commune. On ne parle plus de grandes ethnies africaines et de leurs organisations politiques traditionnelles toujours vivantes : Dogons, Senoufo, Wolof, mais du Sénégal et du Mali. On ne parle plus des cultures et systèmes politiques organiques traditionnels du sous-continent indien : des panchayats, jatis, etc., mais de cette structure fonctionnelle : l'État-nation de l'Inde.

Pas intéressé à l'identité culturelle !

C'est un système qui n'est vraiment pas intéressé à l'identité culturelle. Il n'en parle que pour la transformer à son image (intégration, « mainstreaming ») ; en effet, elle est pour lui un obstacle et un frein à son développement. Il ne s'y intéresse que dans la mesure où elle peut et veut changer et ainsi devenir une pièce standard « normale » de la mégamachine. Le système louange les cultures pour leur contribution à la société. Mais il s'agit toujours d'argent, d'emploi, et des valeurs propres à la société occidentale-moderne, à son idéologie et à la mégamachine.

Le système politique qui s'ouvre aux immigrants et consulte ses « minorités » est le même qui ne va chercher et ne récompense que ceux qui veulent être du système et « citoyens à part entière ». Il n'est pas intéressé à l'identité culturelle de ceux et celles qui ne veulent pas être du système. Il les présente, alors, comme « anti », alors que ces derniers ne demandent souvent que de pouvoir vivre selon leurs propres valeurs.

Il ne s'intéresse qu'aux traits psychosociaux des cultures. C'est

182 une bonne pédagogie pour mieux les intégrer. Mais il n'est vraiment pas intéressé à connaître les identités culturelles dans leur intégralité¹¹ et à les accepter dans leurs différences. Cela compliquerait trop le fonctionnement du système. D'ailleurs, à quoi bon ? Les cultures ne doivent-elles pas « se développer », « évoluer », « se moderniser », « éviter les ghettos », etc. ?

Ethnies et cultures

Le système politique n'est plus capable ou intéressé à faire des distinctions fondamentales dans sa praxis, entre ethnies et cultures. Il réduit, ainsi, les grandes cultures amérindiennes, asiatiques, arabes, africaines, occidentales, à n'être que des ethnies de la culture universelle, se dispensant ainsi de remettre en question et le système et ses assises fondamentales.

Le culturel, distinct de l'économique et du politique

Le système politique moderne réduit le culturel à n'être qu'un autre compartiment de la vie, distinct de l'économique et du juridico-politique. Le culturel relève d'un département, d'un ministère. On évacue ainsi des cultures tout ce qui pourrait relativiser la culture économique et juridico-politique du système. C'est ainsi que l'on ne s'intéresse pas à ces dimensions des cultures qui consistent en ce qu'elles sont des cultures éducatives, économiques,

politiques originales qui ne sont pas et ne peuvent être du système. Ce dernier n'est même plus capable de concevoir qu'il puisse et doive exister des cultures éducatives autres que scolaires, des cultures économiques autres que celles de l'argent, de la productivité, d'emplois, de salaires et de marchés, des cultures politiques autres que celles de l'État-nation, de gouvernement représentatif, de souveraineté, de démocratie, de majorité-minorité et de séparation des pouvoirs.

Identité confondue avec identification

L'identité personnelle et culturelle est réduite et confondue avec l'identification. Elle est évacuée et remplacée par la certification : une identité fonctionnelle, celle de classe, de niche validée, confirmée, légitimée, diplômée, numérotée dans le système et par celui-ci. L'identité culturelle n'est plus qu'une différence nominale.

Pluriformisme

Ses programmes de pluralisme culturel, sous quelque forme qu'ils se présentent, ne sont, en fait, à leur meilleur, que du pluriformisme culturel quand ce ne sont pas des stratégies d'intégration à la monoculture homogène et à sa mégamachine. On est loin du pluralisme culturel.

Colonialisme de la pensée

Il y a là un certain colonialisme de la pensée. Cela seul existe qui est connaissable, mesurable, planifiable, systématisable. Le reste n'existe pas. On réduit alors ces réalités existentielles, personnelles, que sont les cultures, à n'être que des objets scientifiquement saisissables alors que ce sont des mythes englobants qui dépassent l'intelligibilité humaine en dernière analyse, et qui ne peuvent être rejoints et respectés véritablement que dans une écoute humble, attentive, prolongée

et une relation de communion mythique interpersonnelle.

D'où est donc venu un tel état de fait ?

Ceci renvoie à une longue tradition de culture politique occidentale dont on ne saurait condamner le mythe positif et le fondement anthropologique. Ces derniers constituent un acquis de l'humanité.

On peut certes critiquer la culture politique occidentale ; faire son bilan historique négatif : empires, colonialismes, guerres, etc., et lui préférer, pour soi ou pour les autres, un ordre social de type plus cosmocentrique, comme celui des peuples primordiaux. Mais il reste qu'une des grandes découvertes de la culture politique occidentale, a été de développer l'idée d'un ordre social de type anthropocentrique (ou si l'on veut, de type politique), où l'homme devient conscient de sa nature connaissante, d'une certaine intelligibilité de la réalité et de la possibilité d'en être le gardien, et, jusqu'à un certain point, l'ordonnateur, le gouverneur, le commandant, le maître.

Mais, en même temps, son grand malheur a été de donner priorité à l'homme et à sa connaissance sur la réalité, de subordonner cette dernière à la première, de la manipuler à ses fins, de s'en séparer et finalement, soit de s'y substituer, soit de les confondre. C'est ainsi que l'homme en est venu à confondre l'ordre de la réalité avec l'ordre humain, l'ordre social avec l'ordre civil, politique et étatique, ou encore l'ordre civil-politique-étatique avec l'État-nation moderne, et finalement tous ces derniers avec le technocosme et la mégamachine. C'est ainsi qu'il réduit aussi la réalité à l'histoire, à sa propre histoire, à sa propre interprétation de l'histoire, par exemple, comme en étant une de rapports de forces. Ce qui n'est pas le cas.

En un mot, l'homme a réduit la

nature humaine et la réalité à la connaissance qu'il en a et peut en avoir. Plus tard, à ses outils perfectionnés de connaissance (sa technologie et technologie) et finalement à la mégamachine qu'il a créée et dont il est maintenant l'esclave. Il a tari ainsi graduellement la source vive qui nourrit et vivifie la connaissance et qui la rend possible. La vie a été vidée de sa substance.



Que faire ?

D'abord, se départir de notre mentalité unitariste qui croit qu'il y a UNE solution (pour tous)¹². Il y en a plusieurs. Je présente, ici, quelques éléments de la mienne, provisoire, imparfaite et susceptible de plusieurs interprétations.

Peut-on changer le système, l'améliorer et le mettre à notre service ? En tant qu'humanisme, oui. En le démystifiant et en le relativisant. En tant que norme universelle, aussi. On peut, en effet, cesser de le considérer comme normatif et obligatoire pour tous. Mais en tant que mégamachine, impossible. On ne peut alors que s'en émanciper.

Il ne s'agit pas, dans ce dernier cas, de le confronter directement (il ne tolère pas d'adversaires !), mais de chercher à le démanteler dans notre pensée, notre action et notre vie quotidienne. Découvrir sa non-viabilité et comment il contient les semences de sa propre destruction. Cesser de confondre le système en tant qu'humanisme et le système en tant que mégamachine. Chercher à nous couler dans ses inters-

tices ; en effet, il nous oblige à jouer son jeu, mais on peut le faire sans en suivre les règles. Il est une réalité historique, avec laquelle nous avons à composer, mais il n'est pas toute la réalité. On peut vivre à l'intérieur du système sans être du système d'une certaine façon.

Il ne s'agit pas de s'opposer au mythe occidental-moderne englobant, à la fois anthropocentrique et fonctionnel, mais de le démystifier, de renouer avec sa source vive, de le dégager de ses formes historiques avec lesquelles on le confond¹³, de relativiser radicalement ses notions-clefs au contact de celles des autres cultures, de relativiser l'anthropologie et la vision qui sous-tendent ses notions d'État-nation, d'État, d'ordre politique, etc., de le distinguer du « mythe » de la mégamachine. Et finalement, chercher à ce que cette recherche soit une recherche-action (voir plus loin).

Par exemple, il ne s'agit pas de s'opposer à la *démocratie*, mais à la prétention universelle et totalitaire qui ne présente d'autre choix qu'entre elle et le totalitarisme : à la démocratie de masse, car l'acceptation de systèmes de pensée, de vie et d'action radicalement différents y est impossible, même lorsque cette dernière est décentralisée, régionalisée ; aux notions de majorité-minorité comme étant les bases fondamentales et exclusives de la démocratie, subordonnant ainsi la qualité des relations humaines et personnelles à leur relation quantitative et oubliant qu'il n'y a de démocratie véritable que là où chacun est connu par son nom.

Il ne s'agit pas de s'opposer aux *gouvernements par représentation*, mais à leur prétention d'être la seule et la meilleure forme de gouvernement. À la *séparation des pouvoirs*, mais à sa prétention d'être la seule et meilleure forme de démocratie occidentale possible. Ni au *vote* mais à la déresponsabilisation politique que trop souvent il cache et

justifie. Ni à toute *forme d'État*, mais à celle basée sur le rapport de forces, sur le principe des pouvoirs pléniers, sur l'opposition à toute société sans État, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Il ne s'agit pas de s'opposer à toute *forme de souveraineté*, par exemple à celle qui consiste à être libre d'être, de penser et d'agir sans imposition de l'extérieur mais à celle qui fait de la volonté, soit de l'individu, soit de l'État, soit de l'homme, soit du divin, un absolu auquel tout doit se plier, et qui n'est limité, forcément, que par la souveraineté de l'autre.

Il ne s'agit pas de s'opposer à toute *citoyenneté*, mais à celle qui subordonne les identités culturelles, les réduisant ainsi à des différences secondaires et nominales. À toute *langue nationale*, mais de refuser toute langue officielle d'un État-nation qui voudrait se substituer aux langues vivantes ou les reléguer à un rôle secondaire dans les relations humaines.

Il ne s'agit pas de s'opposer à l'*ordre anthropocentrique (politique) et fonctionnel occidental-moderne*, mais à sa prétention de devoir supplanter tout ordre social de type cosmocentrique ; en effet, ce n'est pas toute culture qui conçoit la réalité comme, d'abord, connaissable et intelligible, ou encore d'ordre social comme étant une construction délibérée de l'homme, comme un projet social, ou comme étant sous la gouverne d'un chef qui commande. Dans certaines cultures, il est inconcevable qu'un homme commande à un autre homme ; le rôle du « chef » (le mot lui-même est étranger) n'est pas alors de décider et de commander mais de rendre grâce (chez les nations iroquoises, par exemple).

Il ne s'agit pas de s'opposer à toute législation écrite, mais de lui refuser d'avoir toujours priorité sur le droit coutumier ou d'avoir le devoir de le supplanter partout et toujours.

184 Et l'on pourrait prolonger la liste ¹⁴.

Mais il est temps d'en venir à la pratique interculturelle concrète de recherche-action du Centre Interculturel Monchanin (C.I.M.) dont je ne présente, ici, que quelques éléments dans ce domaine politique.

Pratique politique du C.I.M. Quelques exemples.

Le C.I.M. est un centre incorporé légalement dans la Province de Québec, et donc selon les lois de l'État-nation du Canada. Mais étant donné qu'il se trouve sur la terre nationale de nations « politiques » amérindiennes aussi valables que celle du Canada (dans ce cas, la nation mohawk et la nation algonquienne), le C.I.M. a fait des démarches en vue d'être reconnu aussi par ces dernières, selon les critères propres à leurs cultures politiques respectives.

Étant donné que le C.I.M. est constitué de personnes provenant de cultures radicalement différentes, notre mode d'organisation et de fonctionnement, tout en étant à l'intérieur du système occidental-moderne, cherche à s'inspirer de valeurs et de façons de procéder qui proviennent de ces cultures.

C'est ainsi, par exemple, que nos décisions se prennent toutes par consensus plutôt que par majorité, que nous essayons de donner autant d'importance au droit coutumier qu'au droit écrit, à la tradition orale qu'à la tradition écrite. Ce

qui a des conséquences au niveau de notre façon de concevoir l'importance et la nature du Centre de Documentation, de faire les rapports, etc. Nous inspirant de certaines cultures traditionnelles, nous avons un groupe d'ainés — les fondateurs du Centre — qui gardent un rôle stable d'orientation du Centre. Nous voyons les cultures sous forme de parties constitutives d'un cercle plutôt que de façon pyramidale où l'une d'entre elles devrait être prédominante. Ce qui ne nous empêche pas de respecter la présence de nos aînés sur cette terre, les autochtones ; Amérindiens et Inuits d'abord, autres ensuite.

Nous résistons à l'effort général de subordonner les identités culturelles organiques à l'identité fonctionnelle de l'État-nation et de la citoyenneté. C'est ainsi que, plutôt que de parler du Mali et du Sénégal, nous préférons parler des Wolofs, Dogons, Senoufo, etc. et identifier ces derniers comme membres de leurs communautés et cultures politiques traditionnelles. De même, plutôt que de parler de l'Inde comme État-nation, nous parlons des Indes, des Bengalis, Keralins, etc. et de leurs jatis, panchayats, etc. Nous évitons de référer aux différents drapeaux étatiques comme étant les symboles premiers de l'identité culturelle. Nous donnons priorité aux fêtes des communautés organiques plutôt qu'à leurs fêtes d'indépendance nationale (étatique). Étant moins préoccupés de faire des immigrants des « citoyens à part entière du Canada » que de leur permettre de vivre, d'abord, selon leurs identités culturelles propres, nous prenons congé lors des fêtes de la Durga Puja (notre directrice est hindoue) et de Nampu (un de nos animateurs est Africain-Mienka). Cependant, nous travaillons le jour de la fête de la Reine même si c'est une fête légale nationale. Nous n'avons pas encore commencé ou terminé une seule de nos réunions

publiques par un hymne national d'un État-nation quelconque.

Nos notions de temps et de travail étant culturellement différentes, cela a des répercussions sur nos horaires, nos modes de rémunération, nos styles de travail, nos façons de fêter les anniversaires. Ainsi, la dichotomie est moins stricte au Centre entre le travail et les relations interpersonnelles. Le travail n'est plus seulement soumis à la loi du marché et orienté vers la productivité, mais est aussi un travail plus communautaire, aux relations plus familiales et plus orienté vers la reproduction sociale. Ainsi, inspirés de plus par l'Afrique Noire et sa notion de groupes d'âge, nous avons divisé le personnel en groupes d'âge : les jeunes, ceux d'âge moyen, les anciens, que nous fêtons collectivement, à tour de rôle, à l'occasion du jour de naissance.

Les notions occidentales-modernes de directeur, conseil d'administration, comité exécutif et assemblée générale, avec leur conception de séparation de pouvoirs, de gouvernement par représentation, etc. sont souvent fort étrangères aux cultures traditionnelles, soit occidentales, soit surtout non-occidentales. Ces notions « démocratiques » et leurs mécanismes peuvent avoir leur bon côté, de sorte qu'on peut y initier les cultures qui y sont encore étrangères, comme cela se fait couramment. Et nous le faisons. Mais nous récusons qu'elles nous soient imposées comme le modèle normatif, obligatoire et unique, d'autant plus qu'elles ne correspondent pas à la réalité pluriculturelle de notre vécu.

Comment respecter l'identité des cultures en présence, si nous ne respectons pas leurs modes propres d'organisation et de fonctionnement ? Nous essayons donc d'introduire et d'initier aussi aux valeurs prises des modes de fonctionnement africain, asiatique, amérindien. Modes de fonctionnement qu'il est

impossible de décrire brièvement ici. Qu'il nous suffise de mentionner ces modes d'organisation, basés sur le modèle de la famille étendue, de relations subtiles frères-soeurs, jeunes-ainés ; ces modes de transmission apparemment non-démocratiques, au sens qu'ils ne se font ni par vote, ni par l'enseignement formel, mais par l'écoute observatrice et la communion à des aînés qui ont l'autorité d'une longue expérience et d'une grande sagesse, reconnue par la communauté ; modes d'organisation basés sur un type de relations interpersonnelles où il devient inconvenant de parler de pouvoirs, de séparation de pouvoirs ou encore inconcevable de soumettre au contrôle d'étrangers, extérieurs à ce qui se vit au sein du groupe, cette dimension de nous-mêmes qui échappe à ceux qui ne la vivent pas avec nous.

Ainsi, la directrice étant hindoue, et voyant son rôle comme celui aussi de shakti, c'est-à-dire de mère-foyer-de-cohésion, selon sa tradition bengalie particulière, nous essayons de vivre avec cette double relation de directrice-shakti¹⁵. C'est ainsi aussi que nous essayons, par respect du membre africain de notre groupe, d'introduire des éléments de palabre, de primat de la communauté sur l'individu, de tradition orale, etc.¹⁶. Une administration, basée sur le concept gandhien de développement (« le sommet de la civilisation, dit-il, ne consiste pas à accumuler des richesses mais à s'en départir ») est fort différente d'une administration basée sur le toujours-plus ou même sur un développement modéré. Les critères non-occidentaux d'un organisme et d'une direction de qualité sont souvent radicalement différents de ceux qui nous sont imposés par les institutions modernes.

Le problème c'est que notre société monoculturelle, même dans ses programmes de multicultura-

lisme, n'accepte pas (et en tant que mégamachine, ne peut accepter) d'organismes qui seraient basés, même au niveau juridique, sur des critères autres que ceux de son système unidimensionnel moderne, à savoir sur sa conception particulière de la démocratie, de la séparation des pouvoirs, de Président-Trésorier-Secrétaire, de projet et de développement. Ne se souciant guère des modes d'organisation propres aux différentes cultures, cela cause des tensions et des difficultés dans un centre qui se veut respectueux de ces différences.

Toutefois, ce sont des tensions qu'il est possible de surmonter, nous semble-t-il, lorsque tous sont d'un commun esprit pour jouer les règles du jeu à l'intérieur du système, mais sans être du système, dans le sens où nous l'avons expliqué précédemment. Autrement, on se fait soit happer par le système, soit rejeter par lui. Il est possible de faire appel à des personnes qui, exerçant un certain contrôle du point de vue extérieur, ont assez de sensibilité pour sentir ce qui se passe à l'intérieur, et qui comprennent que ce contrôle extérieur doit être subordonné à la réalité qui se vit à l'intérieur, et cherchent à ce que ce contrôle extérieur, non seulement ne soit pas un obstacle mais se transforme en support positif. Cependant, ces mêmes personnes doivent être très conscientes qu'une partie de ce contrôle — sa dimension mégamachine et norme obligatoire — est incompatible avec les cultures traditionnelles et ne peut que nuire à ces dernières. Elles doivent être conscientes de leur devoir de s'en émanciper si elles entendent rendre vraiment service à ces cultures.



Conclusion

Comme on le voit, il ne s'agit pas de rejeter l'ordre social de type anthropocentrique et fonctionnel moderne et de lui substituer un ordre social de type cosmocentrique traditionnel. Il ne s'agit pas non plus de proposer un ordre interculturel qui serait un mixage des cultures pour tout le monde. Il s'agit de reconnaître le pluralisme de la réalité et de la vérité, et l'ordre ontologique des choses¹⁷. Le propre du pluralisme culturel c'est de ne pas être systématisable. C'est pour l'avoir oublié ou pas compris que nous sommes tombés dans toutes nos servitudes, la dernière étant celle du système mondial actuel et de sa mégamachine. Nous n'avons pas d'autres choix que de nous en émanciper, si nous voulons survivre et vivre.

Robert Vachon
Directeur de la Recherche
Centre Interculturel Monchanin

NOTES

- ¹ J'emploie le mot mythe ici au sens positif. Quand j'en fais usage au sens négatif de non-réel, je le mets entre guillemets.
- ² On peut distinguer intégration d'ajustement et intégration d'assimilation. C'est de cette dernière que je parle, ici, lorsque j'emploie le mot intégration, seul.
- ³ Voir la publication de l'Intercultural Cooperation International et de l'Institute of Intercultural Research, *World Council on Economic and Social Order*, Zurich, octobre 1983. Voir aussi, G. Hottis, *Le signe et la technique*, Paris, Aubier, 1984.
- ⁴ R. Panikkar, « Émancipation de la technologie », *Interculture*, vol. XVII, n° 4, cahier 85, octobre-décembre 1984, p. 22-38.
- ⁵ A. Eghbal, « L'État contre l'ethnicité », *IFDA Dossier* 36, p. 17-30.
- ⁶ R. Vachon, « Une politique à réorienter », *Le Devoir*, 24 août 1984.
- ⁷ *World Council of Economic and Social Order*, op. cit., p. 18-20.
- ⁸ N'tsukw - Vachon, *Nations autochtones en Amérique du Nord*, Montréal, Fides, 1983, p. 282-306 ; Vine Deloria et C. Lytle, *The Nations Within*, New York, Pantheon, 1984.
- ⁹ Collectif, *Les Espaces du Prince*, Paris-Genève, PUF, IUED, 1977, p. 25-73.
- ¹⁰ E. LeRoy, « L'Introduction du modèle européen de l'État en Afrique francophone », *Bulletin de liaison de l'équipe de recherche en anthropologie juridique*, Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, n° 5, mars 1983, p. 71-119.
- ¹¹ R. Vachon, « D'un Québec intégrationniste à un Québec interculturel », *Interculture*, vol. XIV, n° 4, cahier 73, octobre-décembre 1981., p. 4-12.
- ¹² R. Panikkar, « Alternative(s) à la culture moderne », *Interculture*, vol. XV, n° 4, cahier 77, octobre-décembre 1982, p. 2-26.
- ¹³ A. Passerin d'Entrèves, *La notion de l'État*, Paris, Sirey, 1969.
- ¹⁴ R. Vachon, « Quelle coopération internationale ? », *Interculture* vol. XVI, n° 2, cahier 79, avril-juin 1983, p. 18-34. (On y trouvera aussi une bonne bibliographie). Aussi : « Droits de l'homme, concept occidental ? », *Interculture*, vol. XVII, n°s 1-2, cahier 82-83, janvier-juin 1984.
- ¹⁵ K. Das, « Women in the religio-social context of Hinduism », *Canadian Women's Studies*, York University, winter 1983, vol. 5, n° 2. (Traduction française à paraître dans la revue *Medium*, n° 24).
- ¹⁶ Y. Diallo, *Profil Culturel Africain*, Montréal, C.I.M., 1985.
- ¹⁷ R. Vachon, « Pour une réorientation radicale des ONG », *Interculture*, vol. XVII, n° 4, cahier 85, oct.-déc. 1984, p. 51-59.
N.B. *Interculture* est la revue du C.I.M. (disponible au : 4917, rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, Canada, H2T 2W1).